

<https://www.snetap-fsu.fr/Incertitude-et-grande-insecurite-Declaration-liminaire-de-l-Elan-Commun-au-CNEA.html>



Incertitude et grande insécurité ! Déclaration liminaire de l'Elan Commun au CNEA du 9 octobre 2024

- Nos Actions - Le SNETAP-FSU dans les instances - Conseil National de l'Enseignement Agricole (CNEA) -
Date de mise en ligne : mercredi 16 octobre 2024

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

A l'ordre du jour de cette instance, un échange sur la situation de l'EA post rentrée scolaire. Pas de documents - alors certes, c'était déjà le cas lors du CSA EA du 5 septembre, mais on est quand même le 9 octobre... Quoiqu'il en soit beaucoup de choses à dire et à déplorer nous concernant :

Tout d'abord, une grande insécurité à bien des niveaux : insécurité qui perdure pour les agent.es contractuel.les dont certain.es travaillent sans être payé.es et/ou sans contrat et ce malgré les annonces faites (et réitérées) de sécuriser leur prise de fonction ; insécurité pour faire face à tous les remplacements nécessaires d'agent.es dans les services d'enseignement comme administratifs ; insécurité pour les services des PAJ et l'exercice de leurs missions du fait des réunions des Commissions nationales de contrôle et de conseil passées en mode distancié sans autre forme de débat et de souci quant à la mise en oeuvre pratique desdites missions (pourtant essentielles), cela pour des questions purement budgétaires ; insécurité professionnelle d'agent.es pour qui les stages et déplacements sont annulés toujours faute de budget ; etc etc. ! L'enseignement agricole ne peut plus fonctionner simplement pour boucler les 4 derniers mois de l'année civile... État de faillite ? Banqueroute annoncée !

Les annonces qui vont être faites dans les heures qui viennent dans la présentation du budget pour 2025 laissent craindre le pire à venir pour l'[EAP](#) et pour l'ensemble des services publics. Comment donner du crédit au discours d'investiture d'un premier ministre mettant en avant sa volonté de conforter le service public quand à l'heure où l'on se parle, des chiffres commencent à circuler qui annoncent des coupes meurtrières dans les services publics (y compris territoriaux), sous prétexte qu'un agent qui ne serait pas face au public pourrait être supprimé ! C'est le grand retour de la [RGPP](#) dans une version plus light, celle-là même qui a fait tant de mal dans tous nos services (centraux, régionaux comme en [EPL](#)) au point de les fragiliser à outrance, un certain Michel Barnier était alors ministre... de l'agriculture et nous n'avons pas la mémoire courte ! Et ce n'est pas "en travaillant plus sans être payé plus" comme le suggèrent certains parlementaires - encore hier au gouvernement - que nous sauverons les services publics et encore moins les systèmes éducatifs.

Concernant enfin notre système éducatif, et plus particulièrement les [BTSA](#) (dont un point s'y rapportant est à l'ordre du jour), insécurité majeure là encore pour nombre de nos classes qui peinent à recruter et qui vont se retrouver pour certaines orphelines dans un dispositif BAC + 3 qui se dévoile - limité rappelons-le aux seules formations insérant dans les domaines agricoles et agroalimentaire. Dispositif qui laisse planer de grands doutes et incertitudes sur sa faisabilité tant quant à l'échéancier annoncé fort présomptueux, qu'à son format, ou à son contenu et bien évidemment quant aux moyens à mettre en oeuvre pour le mener à bien (en terme d'ingénierie dans le technique comme dans le supérieur et en matière de dotation tant au niveau des programmes 143 que 142). Pour le dire autrement, au sortir d'un GT programmé plus que tardivement (à savoir hier en format conjoint [CNEA-CNESERAAV](#)), le bilan est que nous avons à la veille de la reprise du projet de LOA plus de questions pendantes que de réponses. Monsieur le Directeur Général, il est grand temps que nous disposions de ces réponses pour ré-assurer nos établissements et/ou que nous soyons vraiment associés - et pas à demi - à la construction de celles-ci !

Alors oui, l'heure est bien à l'incertitude et à la grande insécurité pour notre système d'enseignement agricole public déjà au bord de la rupture.